

Briser le cercle infernal

Eric Dacheux*
et Eric Lavillunière

L'économie n'est-elle pas trop sérieuse pour la laisser aux mains des experts? Hier, il fallait libéraliser à tout crin, aujourd'hui, il convient de nationaliser les banques. Hier on vénait l'argent roi, aujourd'hui on ne jure plus que par la morale! Et si ces réponses étaient insuffisantes? L'économie solidaire propose de démocratiser l'économie pour la rendre durable.

Comment faire face à la crise économique? La question n'est pas nouvelle. En 1830, au début de l'industrialisation, en 1929, après le krach boursier, à la fin du 20^e siècle avec l'éclosion de la bulle Internet, le problème s'est posé avec force. Or si les réponses apportées diffèrent techniquement, sur le fond, elles furent identiques aux réponses proposées par nos gouvernants actuels: régulation et moralisation. L'Etat doit réguler le système économique pour garantir sa pérennité.

Pourquoi? Pour trois raisons au moins:

1. L'histoire montre qu'après une phase (plus ou moins longue) de stabilisation, le système finit toujours par se déséquilibrer et provoquer une crise nouvelle.

2. Ces réponses s'avèrent de moins en moins efficaces à l'ère de la globalisation des marchés. Même si l'Europe parvient à se coordonner économiquement, elle reste désunie politiquement. Une réponse de type keynésien visant à limiter les effets de la spéculation et à relancer la croissance est rendue difficile par nos règles concernant le marché intérieur et l'interdépendance de la Banque Centrale Européenne. De même, la nécessaire moralisation de l'économie se heurte à une des bases du capitalisme: la course au profit. Comme le faisait déjà remarquer Aristote, la recherche du profit maximum conduit nécessairement à minimiser l'éthique, à privilégier l'intérêt personnel au détriment de la communauté.

3. L'Etat et le marché ne sont pas les seuls acteurs du système



économique. L'anthropologue Karl Polanyi, l'historien Fernand Braudel ou le sociologue Max Weber nous rappellent tous, par des voies différentes, que l'économie ne se réduit pas au couple Etat/marché auquel la réduisent les économistes libéraux, keynésiens ou marxistes. Sans le travail domestique, le système D et la réciprocité, aucun système économique ne peut survivre.

La délibération

Il convient donc de casser ce cycle infernal libéralisation (des profits), étatisation (des pertes). Pour cela, il est urgent d'introduire un troisième acteur, la société civile, et un troisième levier de sortie de crise, la délibération.

Dans une société de plus en plus complexe et incertaine, la réponse aux questions clés de l'é-

conomie (Que produire? Comment éviter que la monnaie ne soit une marchandise spéculative? Quels sont les biens publics? etc.), ne peut pas être apportée par un homme seul, fusse-t-il prix Nobel d'économie ou expérimenté ministre des Finances.

Selon nous, seule l'intelligence collective permet une réponse pertinente à ces questions clés. Or la meilleure façon de produire de l'intelligence collective reste la démocratie: la délibération de tous dans l'espace public. C'est donc en élargissant la démocratie à la sphère économique que l'on pourra envisager de sortir durablement de la crise. Au 21^e siècle, les élites économiques ou politiques ne devraient plus décider seules de l'avenir de l'économie, mais y associer les citoyens et le mouvement social en général. Orienter le système économique

vers un développement soutenable (écologique et solidaire) est le message central de l'économie solidaire. „Pas de développement durable sans une démocratie capable de soumettre la recherche de rentabilité à une logique d'intérêt général.“

Notre propos n'est pas une incantation, mais une invitation au débat. Nous n'avons pas la prétention de détenir des vérités toutes faites, mais d'offrir de nouvelles perspectives au débat. Avec l'intime conviction que c'est en introduisant de la démocratie au cœur de l'économie que l'on peut sauver notre planète et réduire les inégalités.

* Eric Dacheux est professeur à l'Université de Clermont-Ferrand.

Eric Lavillunière est chargé de direction à l'Institut européen de l'économie solidaire (INEES)

Beispiel Petingen

Nic Eickmann



Nur einige Monate, nachdem ein „Centre d'initiative et de gestion local“ (CIGL) in der Gemeinde Rümelingen gegründet worden war, wurde im Januar 1998 ein solches Gremium auch in der Gemeinde Petingen geschaffen. Vertreter der Gewerkschaften, aus der Geschäftswelt, den Gemeindediensten und der lokalen Politik fanden sich im Vorstand zusammen, um sich mit dem Problem der Arbeitslosigkeit, und hier besonders der Jugendarbeitslosigkeit, zu befassen.

Von Februar bis Juni 1998 wurden die ersten fünf arbeitslosen Jugendlichen eingestellt und bis heute wurden so 64 Arbeitslose innerhalb des CIGL beschäftigt.

Eine erste Realisierung war die Schaffung des Nachbarschaftsdienstes „D'Geschirrschneid“, innerhalb dessen Bürgern die älter als 60 Jahre alt sind, oder auch sonstigen hilfsbedürftigen Personen, bei kleineren Reparaturen, Arbeiten im Sanitärbereich oder bei Gartenarbeiten, bei den Verwaltungen usw. geholfen wird.

Es wurde sofort festgehalten, dass dieser Hilfsdienst nicht als Konkurrenz zu den Handwerksbetrieben zu sehen sei, denn sogar mehrere Handwerksbetriebe unterstützten dieses Projekt, indem sie jugendlichen Arbeitslosen eine Ausbildung in den verschiedenen Handwerksbranchen ermöglichten.

Dann wurde ein mit im Schnitt sechs Personen besetzter Dienst „Environnement“ innerhalb des „Centre d'initiative et de gestion local“ (CIGL) geschaffen, welcher sich, zusammen mit dem technischen Dienst der Gemeindeverwaltung, mit dem Unterhalt oder der Renovierung öffentlicher Plätze auf Gemeindegebiet befasst.

So im Ortsteil genannt „Loeschbeuer“, einem von der Bevölkerung bevorzugter Ruheplatz, oder auf der „Maus“ wo ein Fußgängerweg in Richtung „Grand Bois“ angelegt wurde. Um das historische Erbe zu erhalten, wurde der „Wäschbour“ in Lamadelaire renoviert, ebenso die Anlage um die Petinger Weihen, ein Spielplatz. „Bei der Brück“ und ein weiterer im Ortsteil „Fontaine d'Olière“ in Rodange wurden geschaffen und anlässlich der Renaturierung der „Chiers“ wurde hier eine Holzpfad angelegt. Erwähnen wir noch die Anschaffung eines „Spullweenchen“, welcher seitens der Gemeindeverwaltung dem CIGL zur Verfügung gestellt wurde. Dieser „Spullweenchen“ erlaubt es, ungefähr 250 Tassen oder Teller zu spülen und kann sowohl von Unternehmen wie Vereinen oder Privatleuten angefordert werden. Nicht zu vergessen die Einrichtung einer „Cyber-Hall“ mit einer ganzen Reihe von Computern, die der Bevölkerung zur Verfügung stehen.

Un colloque à Paris

Une économie au service des populations

La 6^e rencontre de l'Université populaire et citoyenne de Paris se déroulera le 13 janvier au Conservatoire national des arts et métiers à Paris. L'INEES est partenaire.

Au moment où la crise engendre des questions d'une ampleur inédite pour tous les citoyens sur les rapports entre économie financière et économie réelle, il paraît plus que jamais pertinent de mettre en évidence des politiques publiques qui se mettent en place pour soutenir des formes et logiques économiques au service des territoires et des populations.

Il existe à cet égard tout un ensemble d'innovations à la fois en France, en Europe et dans le monde souvent regroupés sous l'appellation générique d'économie sociale et solidaire.

Dans le prolongement de l'ouvrage „Action publique et économie solidaire“ qui examine les avancées dans ce domaine réalisées au Brésil et en France à partir des regards croisés de responsables politiques, d'acteurs de la

société civile et de chercheurs, cette journée est consacrée à l'explicitation de démarches menées dans des villes et régions en Europe.

Il s'agit pour tous les citoyens et élus intéressés de mettre en perspective des expériences pour mu-

tualiser les actions et réflexions. Le débat se déroule en deux temps, le premier centré sur les expériences françaises, le second sur des pratiques convergentes au niveau international pour une mise en perspective plus large avec, notamment, l'intervention

de Jean-Philippe Magnen, délégué au développement durable, à l'économie sociale et solidaire de Nantes-Métropole, Morad Bachir Cherif, vice-président délégué à l'économie sociale et solidaire et à l'insertion à Grenoble-Alpes Métropole, Laurent Fraisse, co-auteur d'Action publique et économie solidaire, socio-économiste au LISE, Ana Maria Dubeux, Université fédérale rurale de Pernambuco, Recife, Brésil, Karl Birkholzer, Euronetz und Technische Universität Berlin IFG Lokale Ökonomie, Julien Dijol, Comité européen de coordination de l'habitat social (Cecodhas) et plate-forme des ONG européenne du secteur social et Romain Biever, administrateur délégué d'Objectif Plein Emploi Luxembourg.

En marge de ce colloque INEES avec ses partenaires dans le cadre du projet européen Social Polis - www.socialpolis.eu, proposera à la Commission ses axes de recherche principaux concernant la cohésion sociale urbaine et l'économie solidaire.



Photo: Archives Tageblatt/Martine May

L'OPE sera représenté par son administrateur délégué Romain Biever